

## **Déclaration des militants féministes au Forum de Tunis pour l'égalité des sexes**

**Tunis, 26 avril 2019**

Nous, participants du Forum de Tunis pour l'égalité des sexes qui se tiendra à Tunis du 24 au 26 avril 2019, nous sommes réunis pour examiner les progrès accomplis par l'ONU Resolution 1325 et le programme d'action de Beijing.

Un jour avant le début du Forum, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2467 dans laquelle il exclut les références aux services de santé sexuelle et reproductive pour les femmes ayant survécu des violences sexuelles dans le contexte de conflits.

Nous sommes de nouveau secoués, et nous avons rappelé que nous devons rester fermes dans notre lutte pour l'égalité des droits des femmes.

En tant que militants féministes au Forum, nous sommes consternés par la position des États-Unis de refuser aux survivants de violences sexuelles le soutien total dont ils ont besoin.

En 2019, il est inacceptable qu'une résolution du Conseil de sécurité sur la violence sexuelle dans les conflits soit adoptée, tout en omettant les services essentiels de santé sexuelle et reproductive.

Cela compromet les droits fondamentaux des femmes et des filles, incluant les droits à la vie, la santé, la non-discrimination et une vie sans traitements inhumaines. Encore une fois, les violences sont perpétuées sur les corps des femmes et des filles.

La violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles dans le contexte des conflits est systémique et continue d'être employée comme tactique de guerre. Pour les femmes et les filles qui ont vécu de telles violences sexuelles, il est impératif d'avoir des services de santé sexuelle et reproductive, et des mesures de monitoring. En supprimant toutes les références à ces services de santé sexuelle et reproductive, les États-Unis ont causé encore plus de violence et de dommages à ces mêmes femmes et filles et de mettre leur vie en danger.

Nous soutenons et affirmons fermement la déclaration du ministre des affaires étrangères de la Suède, Margot Wallstrom, qui a déclaré, lors de la séance plénière d'ouverture du Forum, que les femmes ne devraient jamais subir la double discrimination d'être violées comme un outil de guerre, puis aussi être ont nié leur droit à des services sexuels et reproductifs tels que les contraceptifs d'urgence, l'avortement sûr et le droit de connaître le VIH-sida.

La décision des États-Unis de poser leur veto si ce paragraphe concernant les services de santé sexuelle et reproductive pour ces femmes et ces jeunes filles ne serait pas éliminé, compromet également leur engagement à l'agenda RCSNU 1325. En effet, les États-Unis devraient reconsidérer leur appartenance au groupe des amis de la paix et de la sécurité des femmes!

La recommandation générale 30 de la CEDAW, adoptée en 2013, appelait explicitement les États à fournir des services complets de santé sexuelle et reproductive à toutes les femmes et filles en situation de conflit. Les États sont tenus de fournir des services d'avortement sûrs, y compris les soins post-avortement. Les États sont également tenus de fournir des informations complètes sur le SRHR, un soutien psychosocial, des services de planification familiale, des services de santé maternelle, des services de livraison qualifiés et des soins pour traiter les blessures causées par la violence sexuelle, les complications liées à la livraison et autres complications en matière de santé reproductive.

Le Forum de Tunis pour l'égalité des sexes a débuté à la 1ère Journée internationale officielle du multilatéralisme et de la diplomatie pour la paix, le 24 avril. L'attaque américaine contre les droits des femmes, soutenue par la Russie et la Chine, refusant aux femmes leur santé et leurs droits sexuels et génésiques, est également une attaque contre des objectifs globaux et multilatéraux communs pour parvenir à l'égalité des sexes et à la pleine mise en œuvre des droits de l'homme pour tous.

Il y a vingt-cinq ans à Pékin, les dirigeants mondiaux se sont levés pour les droits des femmes en tant que droits de l'homme, y compris leurs droits génésiques.

Nous ne permettrons pas que l'horloge soit retournée et nous appelons les leaders du monde à résister de toute urgence la poussé des Etats Unis d'affaiblir les droits sexuels et reproductifs. Nous attendons de tous les États qu'ils continuent de rendre des comptes à leurs obligations en matière de droits humains des femmes en garantissant un financement adéquat des services de santé sexuelle et reproductive pour les femmes et les filles confrontées à des violences sexuelles en situation de conflit.